

Brochure n° 3205

Convention collective nationale
IDCC : 2543. – CABINETS OU ENTREPRISES
DE GÉOMÈTRES EXPERTS,
GÉOMÈTRES-TOPOGRAPHES, PHOTOGRAMMÈTRES
ET EXPERTS FONCIERS

AVENANT DU 8 JUILLET 2010
À L'ACCORD DU 3 JUIN 2010 RELATIF AUX RÉGIMES
DE PRÉVOYANCE ET DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1450782M
IDCC : 2543

Entre :
L'UNGE ;
La CSNGT ;
Le SNEPPIM,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;
La CGT ;
La CFE-CGC BTP ;
La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant a pour objet de rectifier et de préciser les dispositions de l'avenant conventionnel du 3 juin 2010 relatif aux régimes de prévoyance et de frais de santé inscrits dans la convention collective nationale.

Article 2

*Modification de l'article 4.3.4 relatif à la durée
des garanties invalidité-incapacité permanente*

Le versement de la rente cesse : « à la date de liquidation de la pension de vieillesse servie au titre de l'incapacité au travail, sous réserve de la modification des dispositions légales concernant les pensions de retraite des invalides » en remplacement de la ligne « au 60^e anniversaire du bénéficiaire de la rente (...) », qui est supprimée.

Les autres alinéas ne sont pas modifiés.

Article 3

Précision à l'article 4.2.3 relatif au maintien de salaire

Ajout du congé de maternité ou de paternité comme cause de versement des indemnités journalières complémentaires au premier jour d'arrêt de travail.

Article 4

Correctif à apporter à la répartition des cotisations décès des cadres prévues dans l'avenant du 3 juin 2010 :

L'article 13.4 « Cotisation cadres » (hors Alsace-Moselle) est modifié comme suit :

GARANTIE	PART EMPLOYEUR		PART SALARIÉ		ENSEMBLE	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
Capital décès	0,37 %	0,36 %	0,30 %	0,31 %	0,67 %	0,67 %

Article 5

Date d'effet. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant prend effet le 1^{er} juillet 2010. Il sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Par ailleurs, les parties conviennent de demander au ministère chargé du travail l'extension du présent avenant, afin de le rendre applicable à toutes les entreprises de géomètres experts, topographes, photogrammètres et experts fonciers.

Fait à Paris, le 8 juillet 2010.

(Suivent les signatures.)